

# Lettre de M. Jacques Chirac, Président de la République, adressée à M. Guy Verhofstadt, Premier ministre du royaume de Belgique et président en exercice de l'Union européenne, sur les relations à développer entre l'Union européenne et la Russie, Paris, le 14 décembre 2001.

Monsieur le Président,

La France souhaite faire part à la Présidence de ses réflexions sur l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Russie.

Le Président Poutine a confirmé son choix stratégique sur la place de la Russie dans les affaires mondiales et sur ses relations avec ses principaux partenaires, dont l'Union.

L'Union européenne se doit aujourd'hui de donner une nouvelle impulsion à ses relations avec la Russie, en enrichissant les domaines d'action où les intérêts communs aux Etats membres de l'Union européenne et à la Russie sont en jeu.

La stratégie commune du 4 juin 1999 et les déclarations conjointes des derniers sommets UE-Russie ont constitué des jalons importants. En particulier un " espace économique européen commun " est en train de se mettre en place et le dialogue sur les questions politiques et de sécurité se renforce.

Afin de franchir une nouvelle étape, et de donner une plus grande cohérence à notre relation avec la Russie, la France considère qu'il serait utile de progresser dans deux directions :

- le dialogue sur les questions politiques et de sécurité doit gagner en substance et en résultats concrets. Cela devrait se traduire par des initiatives conjointes sur des sujets d'intérêt commun (les Balkans, le Proche-Orient). Il est temps également de définir les modalités de la participation de la Russie à une opération de gestion de crise de l'Union européenne, conformément à ce qui a été prévu au Conseil européen de Nice.

- la principale novation consisterait à structurer notre coopération dans les domaines de la lutte contre le crime organisé, du trafic de drogue, du terrorisme et de l'immigration clandestine. A cet effet pourraient se tenir régulièrement des réunions d'un Conseil de sécurité intérieure constitué des Ministres compétents et de leurs homologues russes.

Notre Conseil européen pourrait, si vous en êtes d'accord, confier à la future Présidence espagnole, en liaison avec le Haut-Représentant pour la PESC et en pleine association avec la Commission, mandat de donner une traduction concrète à ces propositions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.